



**réseau
enfants-retour**
Garder l'espoir en vie

ENSEMBLE POUR LA PROTECTION DE NOS ENFANTS ET
LE BIEN-ÊTRE DES FAMILLES QUÉBÉCOISES

Mémoire déposé au
Ministre des Finances du Québec
Janvier 2025

Consultations prébudgétaires
2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU RÉSEAU ENFANTS-RETOUR	3
Notre mission.....	3
Nos objectifs	3
Nos réalisations	4
La prévention au cœur de notre mission.....	5
DES CHIFFRES ALARMANTS.....	6
CONTEXTE DU MÉMOIRE.....	7
Nos recommandations	8
Notre demande	9
CONCLUSION.....	10
AUTRES DOCUMENTS CONSULTÉS.....	11

PRÉSENTATION DU RÉSEAU ENFANTS-RETOUR

Notre mission

Depuis près de 40 ans, le Réseau Enfants-Retour est le seul organisme sans but lucratif au Québec vers lequel les familles peuvent se tourner pour obtenir du soutien et de l'accompagnement lorsque leur enfant disparaît. Nous leur offrons gratuitement l'accompagnement dont elles ont besoin pour les aider à surmonter cette crise. Grâce à notre équipe dévouée de professionnel-le-s et de bénévoles, nous travaillons sans relâche pour offrir des interventions complètes et adaptées aux besoins spécifiques de chaque famille.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les corps policiers et les différentes agences d'application de la loi, les services sociaux et les médias, dans le but de retrouver les enfants disparus et de les ramener sains et saufs à la maison. Pour ce faire, nous comptons sur un vaste réseau de ressources et d'experts, que nous avons développé depuis 1985.

En parallèle, le Réseau Enfants-Retour s'investit activement dans la sensibilisation du public et l'éducation des jeunes. À travers des ateliers de prévention gratuits dans les écoles, des campagnes de sensibilisation du grand public et des événements communautaires, nous encourageons la vigilance et la coopération pour prévenir et résoudre les cas de disparition. Ultimement, notre programme de prévention vise à outiller nos jeunes et à les protéger contre les disparitions et toute forme d'abus et d'exploitation. Aujourd'hui plus que jamais, notre organisation nécessite un soutien financier pour assurer sa pérennité et nous permettre de continuer et étendre nos initiatives afin de garder nos jeunes en sécurité.

Nos objectifs

Ayant pour raison d'être la sécurité de nos enfants, notre mission s'articule autour de quatre objectifs suivants :

- Appuyer et conseiller les familles dont un enfant a été victime d'enlèvement criminel ou parental, ou dont l'enfant a fugué ;
- Collaborer avec les corps policiers, les autorités gouvernementales et les médias afin de retrouver les enfants portés disparus et les ramener sains et saufs à la maison ;
- Contribuer à prévenir les disparitions, agressions et l'exploitation d'enfants ;
- Sensibiliser et éduquer différentes clientèles en matière de sécurité personnelle et de prévention des disparitions d'enfants.

Depuis 1985, le Réseau Enfants-Retour



Offert **espoir, réconfort**
et **soutien** aux familles
qui attendent d'être
réunies



A travaillé sur plus
de **2 564 dossiers**
de disparitions



Appuie les corps
policiers et a aidé à
retrouver plus de
2 136 enfants



Mets à disposition son
expertise dans les cas des
disparitions



Élabore de nombreux
outils et publications
destinés aux parents



Propose un **programme de**
prévention destiné aux jeunes de
6 à 13 ans, qui a sensibilisé 72
000 élèves depuis 2017



Sensibilise les **jeunes** à
travers le Québec, plus
de 300 000 à ce jour



A collaboré avec les forces
de l'ordre pour implanter
l'Alerte AMBER



Organise annuellement une
conférence pour les corps policiers
sur les meilleures pratiques

Nos réalisations

Fort de son expérience unique acquise dans l'accompagnement des familles, le traitement de milliers de cas de disparitions, en éducation et en prévention, le Réseau Enfants-Retour a connu de grandes réussites en retrouvant des enfants portés disparus et en prévenant des disparitions. Voici un aperçu de nos différentes interventions au cours des années :

- Implication dans plus de 2 500 cas de disparitions d'enfants ;
- Collaboration avec les corps policiers dans la résolution de plus de 2 100 dossiers de disparitions ;

- Développement d'une expertise particulière dans les cas d'enlèvements d'enfants qui sont amenés en pays étrangers par l'un de leurs parents ;
- Développement d'une compréhension des défis auxquels font face nos jeunes et des raisons qui les poussent à fuir du foyer familial ou de groupe ;
- Organisation d'une conférence annuelle pour les différents corps policiers sur les meilleures pratiques lors d'une disparition d'enfant ;
- Lancement des programmes AIMER et AIMER Jr., programmes bilingues à l'échelle provinciale, validés par le ministère de l'Éducation du Québec et en ligne avec les objectifs du cursus scolaire, pour les enfants de 8 à 13 ans, et dont l'objectif est la prévention de l'exploitation et des abus des jeunes (réseaux d'exploitation sexuelle et gangs de rue) ;
- Approbation des programmes AIMER et AIMER Jr. par À pas de géant, un organisme d'éducation et d'inclusion des personnes autistes ;
- Adaptation du programme AIMER en mohawk, inuktitut, cri et innu et ajout d'une formation destinée aux intervenant.e.s des Premières Nations ;
- Enseignement à plus de 300 000 élèves d'âge scolaire à se protéger par le biais de nos ateliers AIMER, AIMER Jr., *La sécurité c'est mon affaire*, *Connecté en toute sécurité* ;
- Publication de *Juliette et Jacob sont prudents*, un cahier d'activités sur la prévention qui a été distribué aux enfants d'âge préscolaire au Québec ;
- Réception en 2012 du Prix d'excellence du programme *Nos enfants disparus* de la GRC, en reconnaissance de notre intense travail visant à ramener les enfants disparus sains et saufs à leur famille ;
- Collaboration avec les forces de l'ordre pour implanter le programme Alerte AMBER ;
- Élaboration de nombreuses publications destinées aux parents, leur permettant d'aider leurs enfants à développer des stratégies sûres pour se protéger.

La prévention au cœur de notre mission

Notre approche de prévention repose sur une solide base de recherches et de pratiques éprouvées. Les données recueillies à travers de nombreuses études confirment que les jeunes ayant une faible estime d'eux-mêmes sont statistiquement plus vulnérables aux dangers de la société moderne, tels que les disparitions, les agressions et l'exploitation. Ils sont également davantage enclins à succomber aux pressions et aux prises de risques inconsidérées.

Fort de cette compréhension approfondie des risques encourus par les jeunes, le Réseau Enfants-Retour, avec le concours de nos partenaires, a développé un programme de prévention des disparitions, accessible en français et en anglais, pour les 8 à 13 ans, qui est donné à travers les écoles du Québec.

Ce programme vise à inculquer aux jeunes des connaissances et des compétences essentielles dès leur plus jeune âge, les outillant ainsi pour naviguer en toute sécurité dans leur environnement. En sensibilisant les jeunes dès le début de leur développement, nous contribuons à créer un climat de confiance et de prévention qui réduit considérablement les risques de victimisation.

Concrètement, en 2023-2024, notre équipe de prévention a :

- Animé 511 ateliers rejoignant ainsi 12 700 élèves et 181 professeurs
- Visité 191 établissements
- Couvert 17 centres de services scolaires
- Parcouru 11 régions administratives du Québec
- Sensibilisé plus de 131 parents

Depuis 2017, nous sommes fiers d'avoir pu sensibiliser plus de 72 000 jeunes, via nos ateliers AIMER et AIMER Jr., et de les avoir guidés vers l'adoption de comportements sécuritaires qui favorisent un épanouissement sain. Cela représente une contribution significative à leur bien-être et à leur développement! Grâce à ces efforts continus, nous espérons bâtir un avenir où chaque enfant peut grandir en toute sécurité et confiance.

DES CHIFFRES ALARMANTS

Malgré nos avancées et nos réalisations depuis 1985, trop d'enfants disparaissent encore. Selon les données de la GRC¹, en 2023, il y a eu 34 437 signalements d'enfants disparus au Canada, dont plus de 25 000 étaient des cas de fugues. 124 signalements concernaient un enlèvement parental et 24 signalements étaient liés à un enlèvement par un étranger. Entre 2013 et février 2023, le Canada a diffusé 95 alertes Amber concernant 123 enfants enlevés. 56% des dossiers d'enfants disparus ont été clos en moins de 24 heures et 90% en moins d'une semaine.

En 2023, 6181 familles québécoises ont fait face à la disparition d'un enfant, soit 1516 de plus qu'en 2022. Près de 90 % de ces enfants sont retrouvés en sécurité dans les 7 jours, mais certains peuvent rester portés disparus pendant des semaines, des mois, voire des années, bouleversant la vie de leur famille.

Toujours selon les données de la GRC², les jeunes qui fuguent courent un risque accru d'être victime d'agression sexuelle, de violence ou de vol, ou de tomber dans la consommation abusive d'alcool ou de drogues, dans l'itinérance ou dans les activités de réseaux d'exploitation sexuelle ou de celles de gang de rue par exemple.

Plus concrètement, depuis la pandémie, le thème de l'exploitation sexuelle des mineurs est un sujet plus qu'alarmant. On assiste également à une hausse impressionnante de cas d'exploitation sexuelle des mineurs sur les réseaux sociaux. Selon les données fournies par le Centre national de coordination contre l'exploitations des mineurs de la GRC, une augmentation de 36% des signalements a été observée de mars à mai 2020³. De plus, le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE) nous rapporte que les signalements de leurre informatique à des fins sexuelles

¹<https://disparus-canada.ca/pubs/2023/index-fra.htm>

² [Les faits — Disparitions et enlèvements d'enfants | Gendarmerie royale du Canada](#)

³ [Exploitation sexuelle d'enfants sur l'internet | Les cas explosent | La Presse](#)

envers des enfants au Canada atteignent des sommets jamais vus. « Dans les cinq dernières années, Cyberaide.ca, la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet, a vu son volume de signalements de leurre passer de 220 en 2018 à 2013 à la fin de 2022, soit une augmentation de 815 %⁴ ».

Radio Canada nous révélait également le 6 novembre dernier dans un article de Charlotte Dumoulin, que les gangs de rue recrutent de plus en plus de mineurs vulnérables⁵. Selon Me Valérie Lafortune, avocate à l'Aide juridique de Montréal, on voit à la Chambre de la jeunesse des crimes de plus en plus graves. « Avant, on voyait vraiment un début de criminalité avec un vol à l'étalage, explique-t-elle. Dernièrement, on a beaucoup de jeunes de 14 ans qui sont accusés d'incendie criminel, de décharger une arme à feu dans la rue ou de tentative de meurtre. Dans les neuf derniers mois, l'Aide juridique de Montréal a ouvert 1072 dossiers de mineurs accusés d'une ou de plusieurs infractions du genre. C'est 100 de plus qu'à la même période l'an dernier. On en a beaucoup dont c'est le premier crime, à 14 ans ».

Face à ces chiffres, il est primordial et essentiel d'agir en support aux familles mais également en prévention, et ce, dès le plus jeune âge afin de réduire les risques. Nous nous devons de créer des communautés où les jeunes peuvent évoluer en sécurité et où nous pouvons assurer leur bien-être. Des interventions ciblées et des formations spécifiques, comme les nôtres, sont cruciales pour nos jeunes et leurs familles.

De plus, dans un contexte où l'on se questionne à savoir si l'éducation à la sexualité, (matière intégrée au cursus scolaire des élèves à l'intérieur du cours obligatoire Culture et citoyenneté québécoise depuis la rentrée 2024-2025), est réellement enseignée dans les écoles du Québec⁶, nos formations et animations revêtent une plus grande importance. L'éducation à la sexualité aux élèves du primaire et du secondaire est un facteur de protection important selon Joanie Heppell, présidente de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec⁷. Nos formations s'intègrent parfaitement dans le cursus et viennent en appui aux notions d'éducation sexuelle dans le cursus du cours Culture et citoyenneté québécoise. Cependant, nous n'avons que deux formatrices qui sillonnent les écoles du Québec. Afin d'étendre notre objectif de former toujours plus de jeunes de 6 à 13 ans et les parents, nous avons besoin de plus de ressources.

CONTEXTE DU MÉMOIRE

Plus que jamais, nos jeunes vivent dans des contextes incertains et font face à des risques accrus lorsqu'ils disparaissent de leurs milieux : violence, drogues, santé mentale, exploitation sexuelle

⁴ [Signalements de leurre informatique à des fins sexuelles envers des enfants au Canada : Hausse de 815 % en cinq ans selon les données de Cyberaide.ca, 6 février 2023.](#)

⁵ [Les gangs de rue recrutent des mineurs sur les réseaux sociaux | Radio-Canada](#)

⁶ [Éducation à la sexualité | « C'est la première chose qui prend le bord » | La Presse](#), Louise Leduc La Presse, 7 décembre 2024

⁷ [Éducation à la sexualité | « C'est la première chose qui prend le bord » | La Presse](#), Louise Leduc La Presse, 7 décembre 2024

physique ou en ligne, gangs de rue, etc. Ces dangers gangrènent notre société et minent les chances des jeunes de vivre des vies heureuses et épanouies.

Nos recommandations

Bien que le Réseau Enfants-Retour ait démontré son rôle essentiel et crucial au sein de la communauté québécoise depuis maintenant presque 40 ans, l'organisme accomplit son travail sans bailleur de fonds majeur ni financement **récurrent**. Dans les faits, le Réseau Enfants-Retour a pu compter sur une aide gouvernementale qui se détaille comme suit :

- un montant de 20 000\$ pour le financement de notre programme AIMER en 2022 ;
- un montant de 100 000\$ par exercice financier pour les exercices financiers 2022-2023 à 2024-2025 pour la réalisation de sa mission du ministère de la Sécurité publique ; et
- un montant de 150 000\$ par exercice financier pour les exercices financiers 2022-2023 à 2023-2024 pour un financement de notre programme AIMER du ministère de l'Éducation.

Cependant, ces aides gouvernementales se terminent en 2024 et mars 2025 et malgré nos demandes déposées auprès des ministères respectifs, il semble incertain que ces aides gouvernementales soient renouvelées.

Pour mener à bien sa mission, le Réseau Enfants-Retour compte donc principalement sur la bienveillance du public et la générosité de fondations privées et d'entreprises. Par conséquent, notre financement est tributaire du succès de plusieurs campagnes de financement annuelles. La planification et la coordination de ces campagnes requièrent d'immenses ressources en termes monétaires, d'énergie et de temps de la part de notre équipe.

Nous expliquions déjà en 2021 que le mode de financement à la mission au Québec est en déclin dans plusieurs ministères⁸. Or, un financement récurrent en appui à notre mission globale du Réseau Enfants-Retour, permettrait de maintenir notre capacité d'innovation, d'assurer notre autonomie et de respecter notre approche ascendante⁹. Tel que le soutiennent St-Germain et al., « la part de financement qui soutien des aspects autres que la mission diminue les marges de manœuvre nécessaires [à l'autonomie des organismes communautaires] puisqu'elle est soumise à de plus importantes contraintes¹⁰ ». Ainsi, les organismes se voient contraints d'avoir systématiquement recours aux enveloppes budgétaires dédiées à des subventions non récurrentes octroyées pour des projets novateurs devant répondre à des critères spécifiques.

Nous nous retrouvons donc sans cesse obligés d'élaborer des initiatives satisfaisant aux exigences des appels de projets qui non seulement accordent un financement pour une courte

⁸ Julie DEPELTEAU. « Enjeux liés au financement et à la gouvernance des organismes communautaires québécois, Institut de recherche et d'informations socio-économiques », 2013

⁹ Julie DEPELTEAU. « Enjeux liés au financement et à la gouvernance des organismes communautaires québécois, Institut de recherche et d'informations socio-économiques », 2013

¹⁰ Lise ST-GERMAIN, Josée GRENIER, Mélanie BOURQUE et Danielle PELLAND « Enjeux d'autonomie de l'action communautaire autonome (ACA) à partir de l'analyse des discours de rapports d'activités et des acteurs », L'action communautaire : quelle autonomie ? Pour qui ? Volume 29, numéros 1-2, 2017, p. 108.

période, mais qui peuvent également être sujets à des changements en fonction des priorités gouvernementales et de l'actualité. Une fois le projet terminé, ces subventions ponctuelles ne sont pas toujours renouvelées. Un tel financement met en suspens les projets déjà mis en place, et qui ont pourtant fait leur preuve, au détriment d'initiatives soumises aux critères des appels de projets. Un **soutien financier récurrent et évolutif** nous permettra d'assurer la pérennisation de nos actions en prévention et en intervention en matière de disparition des mineurs.

Par ailleurs, notre recommandation fait écho à la recommandation no 19 émise par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs en 2020, Commission sur laquelle plusieurs de vos collègues députés ont siégé et dont vous trouverez le rapport ci-après : [Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs](#) :

« La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place dans les plus brefs délais une formule de financement à la mission pour les organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs plutôt que par projet. Que ce financement soit bonifié¹¹. »

Notre recommandation fait également écho à ce qu'avait recommandé le Comité consultatif sur la réalité policière au gouvernement en 2021, à savoir l'importance d'améliorer l'efficacité des moyens visant à retrouver des personnes disparues et à fournir les mesures de soutien appropriées aux familles de ces personnes.

Notre demande

Nous vous demandons de tenir compte de nos demandes de soutien financier suivant, dans le prochain budget :

1. Renouveler le soutien financier du Réseau Enfants-Retour, dont la demande de 100 000\$ par année pendant 5 ans, fut déposée le 25 juin 2024 au ministère de la Sécurité publique, pour poursuivre nos activités essentielles de soutien aux familles et aux corps de police dans le cas de disparitions de mineur le tout tel que recommandé lors de la mise en place de l'Équipe intégrée de coordination des disparitions et des enlèvements (EICDE) afin de renforcer l'efficacité des opérations policières en la matière.
2. Renouveler le soutien financier d'un montant de 150 000\$ demandé au ministère de l'Éducation pour le programme de prévention AIMER le tout tel que soumis en mai 2024.

¹¹ Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, 2020, p.50.

CONCLUSION

Le Réseau Enfants-Retour agit à titre d'expert-conseil auprès des corps policiers sur les enjeux liés à la disparition et l'exploitation des mineurs. Étant la seule organisation au Québec vers laquelle les familles peuvent se tourner lorsque survient la disparition de leur enfant, nous sommes une ressource indispensable pour soutenir ces familles et assister les corps policiers et autres instances des forces de l'ordre dans ces cas de disparitions. Par ailleurs, croyant fermement en l'éducation comme étant le meilleur rempart de protection pour les jeunes, nous sommes également essentiels pour outiller les jeunes afin de prévenir les disparitions.

Or, le manque de financement à la mission constitue une source de préoccupation constante. Nous devons travailler sans relâche afin de dénicher des sources de financement permettant de garantir annuellement la continuité de nos **services gratuits**. Un financement durable et récurrent contribuerait à renforcer nos capacités d'agir et de mieux répondre aux enjeux liés à la disparition et l'exploitation des mineurs et aux besoins des familles éprouvées par la disparition de leurs enfants.

Nous avons des objectifs ambitieux ! Nous aspirons à un Québec où chaque enfant peut grandir en toute sécurité, entouré des siens. Nous avons besoin de partenaires gouvernementaux qui partagent cette vision et qui s'engagent à long terme pour la sécurité et le bien-être des familles québécoises.

Ce n'est que tous ensemble, collectivement, que nous pouvons faire une différence. Favorisons la collaboration et les actions concertées. Ne fermons pas les yeux et protégeons les enfants et les jeunes qui nous entourent. Aidez-nous à créer ce Québec sécuritaire pour nos enfants.

AUTRES DOCUMENTS CONSULTÉS

- Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-daction-gouvernemental-2021-2026#c181744>
- Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs :
<https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/csesm-42-1/index.html> (Recommandation 19 datant de 2021)
- [Recommandations du Comité consultatif sur la réalité policière - Création de l'Équipe intégrée de coordination des disparitions et des enlèvements Gouvernement du Québec](#)
- [Une nouvelle équipe policière pour répondre aux enlèvements et disparitions | La Presse](#), 17 mai 2022
- https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/plans-action/PL_action_ESM_MSP_2021-2026.pdf voir la page 32 : En plus de cette mesure, le gouvernement entend créer un programme de soutien à la mission globale des organismes communautaires de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle, et ce, afin de contrer la précarité financière à laquelle ils se heurtent souvent. Le programme permettra de bonifier les sommes déjà accordées à ces organismes et de soutenir leurs activités courantes, notamment sur le plan des ressources humaines, du développement des compétences et de la supervision clinique. Par-dessus tout, la mesure devrait permettre d'assurer le maintien à long terme des programmes et des services offerts par ces organismes, de même que les partenariats sous-jacents. Tout organisme d'intervention et de prévention dont l'expertise et le savoir-faire en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle sont démontrés et reconnus par ses pairs et par les instances gouvernementales sera admissible à ce programme.

Articles Radio Canada

- [Les gangs de rue recrutent des mineurs sur les réseaux sociaux | Radio-Canada](#), 6 novembre 2024
- [Hausse de l'exploitation et de la violence sexuelle des enfants en ligne au pays](#), 12 mai 2022

Données de Statistique Canada et INSPQ

- [Ampleur des agressions sexuelles chez les enfants et les jeunes](#), Institut national de la santé publique du Québec
- [L'exploitation sexuelle des enfants en ligne : un profil statistique des affaires déclarées par la police au Canada, 2014 à 2022](#), Statistique Canada